

**Revue *Espaces et Sociétés***  
**Appel à articles pour le dossier thématique**

**Maintenir les biens publics à l'heure de l'austérité**

Coordonné par Alessia de Biase, Federica Gatta et Cécile Léonardi

Dernier maillon de la « dévolution de l'austérité » (Peck, 2012), les municipalités européennes sont particulièrement exposées, notamment depuis 2008, aux effets de la crise budgétaire des États. La réduction progressive des ressources qui leur sont allouées par les gouvernements centraux est devenue un phénomène structurel qui a entraîné la réorganisation de leurs budgets et de leurs politiques publiques (Schipper et Schönig, 2016). Les missions assurées localement par les États n'ont cessé, elles aussi, de connaître des coupes budgétaires, accroissant ainsi les formes de vulnérabilités sociales et environnementales que les municipalités doivent désormais supporter en ayant recours à des moyens limités. Ces expressions plurielles de l'austérité affectent en premier lieu le maintien de toute une série de biens publics qui, par définition, reposent sur le fait d'être « produits (ou protégés et entretenus) par des organismes publics financés collectivement [...] et mis à disposition des membres d'une collectivité, gratuitement, ou à faible coût. » (Weinstein, 2017, p. 90)<sup>1</sup>. Réduire l'accès ou la qualité de certains services publics, revoir leur gratuité ou leurs conditions tarifaires, renoncer à la construction de nouveaux équipements, retarder la rénovation ou envisager la cession d'équipements sous-utilisés sont quelques-uns des arbitrages réalisés par différents organismes publics et envisagés par les municipalités elles-mêmes à l'échelle des services et des équipements qu'elles gèrent directement. Si ces mesures accélèrent la crise du *care* (Dowling, 2022) en mettant à mal les infrastructures institutionnelles qui assurent localement des missions de soin, d'éducation, d'accès aux droits auprès des populations les plus vulnérables, elles suscitent également des initiatives qui cherchent à maintenir ces biens publics par d'autres moyens.

Ce dossier souhaite mettre en lumière la dimension spatiale de ce maintien et de cette évolution des biens publics en contexte d'austérité. Nous encourageons en particulier des perspectives ethnographiques et situées permettant de considérer les expérimentations politiques *top-down*, les pratiques citadines *bottom-up* et leur convergence dans la protection, la maintenance et la régénération des biens publics. Il s'agit ici de donner de la place à des réflexions qui étudient la relation entre austérité, biens publics et pratiques de *care*. Les expériences concernées peuvent aller des appels à projet initiés par les villes invitant des citadines et citoyens à régénérer des bâtiments municipaux désaffectés ou sous-utilisés, aux infrastructures sociales et sanitaires autogérées, en passant par des équipements culturels à gestion participative, des espaces de mutualisme urbain liés à l'alimentation ou des foncières citoyennes qui soutiennent des initiatives

---

<sup>1</sup> La notion de biens publics a été ici choisie parce qu'elle pose la question de la propriété publique et du rôle des institutions publiques. Mais, dans une acception très large de la propriété, et à une échelle locale, elle peut être déclinée de différentes manières jusqu'à inclure les biens communs ou les biens de club (Yolka, 2017). Cette ambiguïté nous semble féconde et nous encourageons les auteurs à s'en saisir.

locales. Cette liste d'exemples non exhaustive illustre la grande diversité des cas liés à la protection, à la coproduction et à la production alternative des biens publics qui pourront faire l'objet de contributions à ce dossier. De telles expériences peuvent avoir lieu tout autant dans des espaces métropolitains que périurbains ou ruraux, dans des pays européens ou extraeuropéens. La proposition tient toutefois à s'émanciper des débats actuels autour de l'urbanisme transitoire ou tactique et des tiers-lieux, dont l'ambiguïté est bien trop grande selon les déclinaisons et les contextes (Idelon, 2022 ; Burret, 2021 ; Douay et Prévot, 2016).

Les dynamiques qui nous intéressent pour ce dossier sont au centre d'une large production scientifique internationale qui a souligné le caractère permanent et progressif de l'austérité urbaine. Cette production se concentre sur quatre questions centrales. La première concerne l'augmentation et la diversification des formes de privatisation et de marchandisation de la ville par des politiques urbaines visant à réduire les dépenses publiques pour répondre aux déficits budgétaires (Peck, 2012 ; Piganiol, 2022). La littérature interroge ensuite la possibilité pour les administrations locales de continuer de mettre en œuvre des formes de redistribution par toutes sortes de projets (Adisson et Artioli, 2020). En troisième lieu, les autrices et les auteurs soulignent la manière dont la compensation de l'austérité repose de plus en plus sur une logique de « coproduction » des services publics, misant sur la capacité de la société civile à produire de l'innovation sociale (Pestoff, 2017 ; Russell *et al.*, 2023). Enfin, de nombreux travaux questionnent la façon dont les « délaissés » de l'austérité peuvent être propices à l'émergence d'alternatives à l'action publique (Tonkiss, 2021). Néanmoins la littérature nous informe rarement sur les agencements sociospatiaux qui se déploient à l'échelle microlocale et quotidienne, et sur leurs impacts matériels. C'est pourtant bien à cette échelle, face à des dynamiques nationales et internationales qui individualisent, cooptent et commercialisent les biens publics que se développent au quotidien les pratiques capables de « maintenir, perpétuer et réparer notre “monde” » (Fischer et Tronto, 1991, p. 40). Cet appel à article invite des travaux abordant cette dimension en articulant les enjeux politiques et structurels avec le quotidien des acteurs. Depuis quelques années, le tournant spatial pris par les études sur le *care* a permis d'élargir leur champ de questionnement aux espaces et aux territoires (Fitz et Krasny, 2019 ; Davis, 2022 ; Gabauer *et al.*, 2022 ; Power et Hall, 2017). Christine Milligan et Janine Wiles résument ce tournant en rappelant que le soin des personnes, et plus généralement du vivant, met nécessairement en relation des acteurs issus des champs institutionnel, domestique et associatif et que « la nature, l'étendue et la forme de ces relations sont affectées par “l'endroit où elles se déroulent” » (2010, p. 738). Dans la continuité des travaux du numéro « Prendre soin de la nature urbaine » (de Biase, Marelli, Zaza, 2024), nous invitons les futures contributions à s'emparer de cette approche spatiale du *care* pour lire les transformations des biens publics à l'heure de l'austérité. Le dossier entend s'intéresser à la manière dont une telle lecture peut permettre d'aborder les cas étudiés dans leur matérialité singulière, à travers le quotidien des espaces bâtis, des personnes (parfois vulnérables) qui les transforment et des dynamiques urbaines globales qui encadrent ces transformations.

Les articles proposés pourront s'insérer dans les trois axes suivants.

### **1. Acteurs et pratiques engagés dans le maintien des biens publics**

Le premier axe entend questionner la manière dont une pluralité d'acteurs publics et/ou issus de la société civile s'associent pour maintenir des lieux et des services qui relèvent de l'intérêt général. Il s'agit plus particulièrement de s'intéresser aux alliances et aux pratiques qui cherchent « à assurer la continuité de la trame socio-matérielle du monde » (Denis et Pontille, 2022, p. 355) dans des contextes austéritaires où cette continuité est mise à mal. Très concrètement, le maintien ou la réactivation d'équipements, de lieux, de services fondés sur des logiques de gratuité ou de tarifications solidaires reposent sur des pratiques d'accueil et de maintenance des espaces qui posent l'épineuse question de leur gestion politique et de leur équilibre économique. Si les actrices et les acteurs impliqués dans ces initiatives acceptent de partager leur responsabilité par rapport au bien à maintenir, ils peuvent toutefois l'endosser et la pratiquer de façon différente. L'enjeu ici est d'identifier les trajectoires souvent complexes de leurs partenariats en s'intéressant à la manière dont ils négocient le périmètre de leur implication, notamment sur le plan contractuel, financier et/ou politique. Il s'agit par ailleurs de sonder les stratégies que les parties prenantes mobilisent conjointement pour organiser dans l'espace et inscrire dans le temps les projets qui les lient.

Cet axe propose également d'interroger leur investissement plus concret dans les pratiques relationnelles que suscite la gestion du lieu et/ou du service en jeu. Dans ce cas, il pourra être question d'explorer et de mettre en perspective ce que Sandra Laugier décrit comme une « conception relationnelle des responsabilités où ne règnent pas forcément les bons sentiments, mais les conflits et les inégalités à élucider ou à endurer » (2020, p. 203).

### **2. Maintenir les biens publics au quotidien**

Ce deuxième axe propose de considérer le quotidien comme une temporalité qui prend une dimension éminemment politique dans le cadre de l'austérité. Il s'agit précisément de l'espace-temps que les biens publics sont censés soutenir de manière équitable, en vue d'amortir les inégalités sociospatiales qui peuvent le rendre invivable pour les plus vulnérables ou les plus pauvres. Dans le contexte de l'austérité, ce sont les publics précaires qui sont de plus en plus appelés à produire eux-mêmes des formes d'entraide quotidienne face à l'affaiblissement des services publics sociaux (Soeiro, 2023 ; Collectif Rosa Bonheur, 2017). Ce quotidien éprouvé par la crise environnementale, les crises sanitaires et la crise du *care* donne de plus en plus de visibilité à des pratiques et à des actions de subsistance collective (Pruvost, 2021). Ces dernières peuvent être définies comme « tout travail servant à la création, à la perpétuation et à l'entretien direct de la vie sur Terre et qui n'a pas d'autre objectif que lui-même » (Bennholdt-Thomsen et Mies, 2022, p. 57-58). Elles interrogent l'existence d'une forme de *welfare* alternative qui entre à la fois en conflit et en complémentarité avec celle de l'État (Power *et al.*, 2022 ; Daquin, 2022). Si dans le premier axe nous souhaitons questionner le comment de ces actions, ici, il s'agit d'observer ce qu'elles font dans et à la vie quotidienne, en accordant une attention particulière aux temporalités

qu'elles mobilisent. En effet, si d'un côté celles et ceux qui engagent ces actions tentent de conjuguer leurs efforts pour maintenir un bien public sur le temps long, de l'autre ils et elles travaillent souvent dans le temps de l'urgence pour assurer l'accès quotidien à des services et à des équipements vitaux pour un quartier ou une communauté d'utilisateurs. Si les deux temporalités, urgence et temps long, semblent *a priori* en contradiction, en réalité, dans le cadre d'une approche de la subsistance (Bennholdt-Thomsen et Mies 2022, Pruvost, 2024), elles s'articulent et interagissent activement.

Dans cet axe, nous souhaitons interroger la relation entre les actions quotidiennes de subsistance, la matérialité des biens publics et les politiques urbaines. Il s'agit de comprendre les dynamiques de transformation que ces actions de *care* ont sur l'espace et sur le temps à travers les nouvelles formes de gestion qu'elles induisent.

### **3. Le travail et les valeurs des biens publics**

L'austérité et ses effets sur les politiques de *welfare* ont nécessité une augmentation du travail reproductif non rémunéré, principalement effectué par les femmes issues de minorités, pour compenser la réduction des services publics et la diminution des revenus des foyers (Federici, 2014 ; Bassel et Emejulu, 2017). L'investissement bénévole sur lequel repose la préservation des services et des espaces publics induit des formes de plus en plus invisibles de violence et d'usure (Cottin-Marx, 2023 ; Krinsky et Simonet 2012 ; Simonet, 2021). En même temps, dans la continuité des processus d'institutionnalisation de la démocratie participative, le potentiel de l'action citoyenne prend de plus en plus de place non seulement dans la coproduction de services, mais aussi dans la véritable prise en charge de la rénovation du patrimoine public (Gatta et Montesano, 2024 ; Oevermann *et al.*, 2023). Le débat sur le potentiel transformateur des pratiques de *care*, d'une part, et le risque de renforcer une approche d'austérité substitutive du service public, d'autre part, se pose de manière croissante. Aborder cette ambiguïté dans le cadre des biens publics offre la possibilité de rendre visibles les formes de gratuitisation du travail fourni par des citoyens, et surtout par des citoyennes, dans la prise en charge des espaces que la pensée de la participation démocratique en urbanisme a tout autant contribué à institutionnaliser qu'à invisibiliser. Mais ce travail gratuit produit aussi des valeurs affectives, sociales et d'attachement qui ne peuvent pas se réduire à une comptabilité marchande (Graeber, 2001).

L'objectif de cet axe est de renseigner les logiques du travail de maintenance dans leur relation à l'espace, de questionner les valeurs qu'elles produisent et leur influence sur la trajectoire « biographique » des lieux concernés.

Cet appel est ouvert à des contributions interdisciplinaires, nationales et internationales, analysant principalement des cas empiriques.

## Bibliographie

- ADISSON Félix, ARTIOLI Francesca, 2020, « Four types of urban austerity: Public land privatisations in French and Italian cities », *Urban Studies*, vol. 57, n° 1, p. 75-92.
- BASSEL Leah, EMEJULU Akwugon, 2017, *Minority women and austerity*, Bristol, Bristol University Press.
- BENNHOLDT-THOMSEN Veronika, MIES Maria, 2022 [1997], *La subsistance. Perspective écoféministe*, St-Michel de Vax, éditions La Lenteur.
- BIASE Alessia (de), MARELLI Carolina, ZAZA Ornella (dir.), 2024, « Prendre soin de la nature urbaine », dossier thématique, *Espaces et sociétés*, n° 192.
- BURRET Antoine, 2021, « La politisation des tiers-lieux », *Multitudes*, n° 83, p. 208-214
- Collectif Rosa Bonheur, 2017, « Des “inactives” très productives, le travail de subsistance des femmes de classes populaires », *Tracés*, n° 32, p. 91-110 [URL : <http://journals.openedition.org/traces/6862>, consulté le 30/01/2025].
- COTTIN-MARX Simon, 2023, « Le burn-out militant : Réflexions pour ne pas être consommé par le feu militant », *Mouvements : des idées et des luttes*, n° 113, p. 156-164.
- DAQUIN Alice, 2022, « Coalitions de care en temps de crise sanitaire. Une reconquête morale et politique des quartiers populaires », *Cahiers du Genre*, n° 72, 119-142.
- DAVIS Juliet, 2022, *The caring city. Ethics of urban design*, Bristol, Bristol University Press.
- DENIS Jérôme, PONTILLE David, 2022, *Le soin des choses. Politiques de la maintenance*, Paris, La Découverte.
- DOUAY Nicolas, PRÉVOT Maryvonne, 2016, « Circulation d'un modèle urbain “alternatif” ? Le cas de l'urbanisme tactique et de sa réception à Paris », *EchoGéo*, n° 36 [URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14617>, consulté le 30/01/2025].
- DOWLING Emma, 2022, *The Care Crisis: What Caused it and How can we end it?*, Londres, Verso.
- FEDERICI Silvia, 2014, *Il punto zero della rivoluzione. Lavoro domestico, riproduzione e lotta femminista*, Vérone, Ombre Corte.
- FISCHER Berenice, TRONTO Joan, 1991, « Toward a feminist theory of care », in Emil K. Abel, Margareth K. Nelson (dir.), *Circles of Care: Work and Identity in Women's Lives*, Albany, State University of New York Press.
- FITZ Angelica, KRASNY Elke, Architektur Zentrum Wien (dir.), 2019, *Critical care: architecture and urbanism for a broken planet*, Cambridge, MIT Press.
- GATTA Federica, MONTESANO Maria Grazia, 2024, « Experimenting with austerity urbanism through public asset management. The case of Grenoble and Bologna », *Métropoles*, n° 35.
- GABAUER Angelika, KNIERBEIN Sabine, COHEN Nir, LEBUHN Henrik, TROGAL Kim, VIDERMAN Tihomir, HAAS Tigran, 2022, *Care and the City: Encounters with Urban Studies*, Londres, Routledge.
- GRAEBER David, 2001, *Towards an anthropological theory of value. The false coin of our dreams*, New York, Palgrave.

- IDELON Arnaud, 2022, « Le tiers-lieu, berceau des communs ou couteau suisse des communes ? », *Nectart*, n°14, p. 96-109.
- KRINSKY John, SIMONET Maud, 2012, « Dénis de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 87, p. 5-23.
- LAUGIER Sandra, 2020, « Une démocratie des liens faibles », *Le pouvoir des liens faibles*, in Alexander Gefen, Sandra Laugier (dir.), Paris, Éditions du CNRS.
- MILLIGAN Christine, WILES Janine, 2010, « Landscapes of Care », *Progress in Human Geography*, vol. 34, n° 6, p. 736-754.
- OEVERMANN Heicke, POLYAK Levente, SZEMZO Hanna, MIEG Harald (dir.), 2023, *Open Heritage. Community-driven adaptive reuse in Europe: best practices*, Basel, Birkhauser.
- PECK Jamie, 2012, « Austerity urbanism. American cities under extreme economy », *City*, vol. 16, n° 6, p. 626-655.
- PESTOFF Victor, 2017, « La co-production des services publics comme innovation sociale », in Jean-Claude Barbier (dir.), *Économie sociale et solidaire et État*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique.
- PIGANIOL Marie, 2022, « The contested commodification of state-owned land », *French Politics*, n° 20, p. 226-243.
- POWER Emma R., WIESEL Ilan, MITCHELL Emma, MEE Kathleen, 2022, « Shadow care infrastructures: Sustaining life in post-welfare cities », *Progress in Human Geography*, vol. 46, n° 5, p. 1165-1184.
- POWER Andrew, HALL Ed, 2017, « Placing care in times of austerity », *Social & Cultural Geography*, vol. 19, n° 3, p. 303-313.
- PRUVOST Geneviève, 2021, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte.  
— 2024, *La subsistance au quotidien. Conter ce qui compte*, Paris, La Découverte.
- RUSSELL Bertie, MILBURN Keir, HERON Kai, 2023, « Strategies for a new municipalism: Public–common partnerships against the new enclosures », *Urban Studies*, vol. 60, n° 11, p. 2133-2157.
- SIMONET Maud, 2021, « L'exploitation des bénévoles ? Des questions de l'enquête au questionnement des catégories », *Sociologie*, n° 12, p. 411-418 [URL : <https://shs.cairn.info/revue-sociologie-2021-4-page-411?lang=fr>, consulté le 30/01/2025].
- SCHIPPER Sebastian, SCHÖNIG Barbara (dir.), 2016, *Urban austerity: Impacts of the global financial crisis on cities in Europe*, Berlin, Verlag Theater der Zeit.
- SOEIRO José, 2023, « Vieillesse et crise du care au Portugal : familialismes, défamiliarisation et le nouveau statut des aidants non rémunérés », *Retraite et société*, n° 91, p. 97-121.
- TONKISS Fran, 2021, « Austerity urbanism and the makeshift city », *City*, vol. 17, n° 3, p. 312-324.
- WEINSTEIN Olivier, 2017, « Bien public », in Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Puf.
- YOLKA, Philippe, 2017, « Propriété publique », in Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Puf.

## **COORDINATION DU DOSSIER**

Alessia de Biase, Federica Gatta, Cécile Léonardi

## **CALENDRIER**

Envoi des articles au plus tard le **15 septembre 2025**

## **ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE**

Exclusivement en version électronique par courriel aux trois adresses suivantes :

[alessia.debiase@paris-lavillette.archi.fr](mailto:alessia.debiase@paris-lavillette.archi.fr)

[federica.gatta@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:federica.gatta@univ-grenoble-alpes.fr)

[cecile.leonardi@grenoble.archi.fr](mailto:cecile.leonardi@grenoble.archi.fr)

*Les auteurs et autrices qui s'interrogent sur la pertinence de leurs propositions peuvent contacter les responsables du dossier.*

*La revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.*

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs et autrices sont disponibles sur le site de la revue :

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/202203160313es\\_normes\\_editoriales-a-consignes-auteurs\\_20220316.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/202203160313es_normes_editoriales-a-consignes-auteurs_20220316.pdf)

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication.

**Revista *Espaces et Sociétés***  
**Convocatoria de artículos para el dossier temático**

**Mantener los bienes públicos en tiempos de austeridad**

Coordinado por Alessia de Biase, Federica Gatta y Cécile Léonardi

Como último eslabón de la "devolución de la austeridad" (Peck, 2012), los municipios europeos se han visto especialmente expuestos, sobre todo desde 2008, a los efectos de la crisis presupuestaria de los Estados. La reducción progresiva de los recursos que les asignan los gobiernos centrales se ha convertido en un fenómeno estructural que ha llevado a la reorganización de sus presupuestos y de sus políticas públicas (Schipper y Schönig, 2016). Los servicios prestados localmente por los Estados no han dejado de sufrir, ellos también, acrecentando así las formas de vulnerabilidades sociales y medioambientales a las que ahora deben hacer frente los municipios pese a que cuentan con medios limitados. Estas múltiples expresiones de austeridad afectan en primer lugar al mantenimiento de toda una serie de bienes públicos que, por definición, dependen de que sean "producidos (o protegidos y mantenidos) por organismos públicos financiados colectivamente [...] y puestos de forma gratuita o a bajo coste a disposición de los miembros de una comunidad" (Weinstein, 2017, p. 90)<sup>1</sup>. Reducir el acceso o la calidad de determinados servicios públicos, revisar su gratuidad o sus condiciones tarifarias, renunciar a la construcción de nuevos equipamientos, retrasar su renovación o plantearse la cesión de equipamientos infrutilizadas son algunos de los arbitrajes realizados por distintos organismos públicos y que los propios ayuntamientos se plantean a la escala de los servicios y los equipamientos que gestionan directamente. Aunque estas medidas aceleran la crisis de los cuidados (*care*) (Dowling, 2022) al socavar las infraestructuras institucionales que proporcionan localmente servicios de cuidados, educación y acceso a derechos para las poblaciones más vulnerables, también están dando lugar a iniciativas que buscan mantener estos bienes públicos por otros medios.

Este número quiere llamar la atención sobre la dimensión espacial de ese mantenimiento y de esa evolución de los bienes públicos en un contexto de austeridad. Alentamos en particular perspectivas etnográficas y situadas que permitan considerar las experimentaciones políticas *top-down*, las prácticas ciudadanas *bottom-up* y su convergencia en la protección, el mantenimiento y la regeneración de los bienes públicos. Se trata de dar espacio a reflexiones que estudien la relación entre austeridad, bienes públicos y prácticas de los cuidados (*care*). Las experiencias pueden ir desde las convocatorias de proyectos iniciadas por los ayuntamientos que invitan a los vecinos a regenerar edificios municipales en desuso o infrutilizados, hasta las infraestructuras sociales y sanitarias autogestionadas, pasando por equipamientos culturales con gestión participativa,

---

<sup>1</sup> La noción de bienes públicos se ha elegido porque plantea la cuestión de la propiedad pública y del papel de las instituciones públicas. Sin embargo, en un sentido muy amplio de propiedad, y a escala local, puede aplicarse de diferentes maneras e incluir bienes comunes o bienes de club (Yolka, 2017). Esta ambigüedad nos parece fecunda y animamos a los autores a aprovecharla.



espacios de mutualismo urbano vinculados a la alimentación o a fondos comunitarios que soportan iniciativas locales. Esta lista de ejemplos no es exhaustiva e ilustra la gran diversidad de casos relacionados con la protección, la coproducción y la producción alternativa de bienes públicos que podrían ser objeto de contribuciones a este dossier. Experiencias de este tipo pueden tener lugar tanto en espacios metropolitanos como o periurbanos o rurales, en países europeos o no europeos. La propuesta trata, no obstante, de alejarse de los debates actuales en torno al urbanismo de transición o táctico y de los terceros lugares, cuya ambigüedad resulta demasiado grande según variantes y contextos (Idelon, 2022; Burret, 2021; Douay y Prévot, 2016).

Las dinámicas que nos interesan para este monográfico están en el centro de una amplia producción científica internacional que ha subrayado el carácter permanente y progresivo de la austeridad urbana. Esta producción se concentra en cuatro cuestiones centrales. La primera se refiere al aumento y la diversificación de las formas de privatización y de mercantilización de la ciudad a través de políticas urbanas destinadas a reducir el gasto público en respuesta a los déficits presupuestarios (Peck, 2012; Piganiol, 2022). La literatura, además, cuestiona si las autoridades locales pueden seguir ejerciendo formas de redistribución a través de todo tipo de proyectos (Adisson y Artioli, 2020). En tercer lugar, las autoras y los autores subrayan la forma en que la compensación de la austeridad se apoya cada vez más en una lógica de "coproducción" de servicios públicos, recurriendo a la capacidad de la sociedad civil para producir innovación social (Pestoff, 2017; Russell *et al.*, 2023). Por último, numerosos trabajos cuestionan la manera en que los "olvidados" por la austeridad pueden ser propicios para la aparición de alternativas a la acción pública (Tonkiss, 2021). Sin embargo, la literatura rara vez nos informa sobre los agenciamientos socioespaciales que se despliegan a escala microlocal y cotidiana, y sobre sus impactos materiales. Sin embargo, es a esta escala, frente a las dinámicas nacionales e internacionales que individualizan, cooptan y comercializan los bienes públicos, donde se desarrollan a diario ciertas prácticas capaces de "mantener, perpetuar y reparar nuestro 'mundo'" (Fischer y Tronto, 1991, p. 40). Esta convocatoria de artículos invita a presentar trabajos que aborden esta dimensión, articulando cuestiones políticas y estructurales con la vida cotidiana de los actores urbanos. Desde hace unos años, el giro espacial dado por los estudios sobre cuidados (*care*) ha permitido ampliar su campo de investigación hacia los espacios y los territorios (Fitz y Krasny, 2019; Davis, 2022; Gabauer *et al.*, 2022; Power y Hall, 2017). Christine Milligan y Janine Wiles resumen este giro señalando que el cuidado de las personas, y más en general de los seres vivos, pone necesariamente en relación a actores provenientes de campos como el institucional, el doméstico y el asociativo, y que "la naturaleza, la extensión y la forma de estas relaciones se ven afectados por 'el entorno en que se desarrollan'" (2010, p. 738). En continuación con los trabajos del monográfico "Cuidar la naturaleza urbana" (« Prendre soin de la nature urbaine ») (de Biase, Marelli, Zaza, 2024), invitamos a las futuras contribuciones a retomar este enfoque espacial de los cuidados (*care*) para leer las transformaciones de los bienes públicos en tiempos de austeridad. El monográfico se interesa por la manera en que una lectura de este tipo puede permitir abordar los casos estudiados en su materialidad singular, a través de la vida cotidiana de los espacios construidos, de las

personas (a veces vulnerables) que los transforman y de las dinámicas urbanas globales que enmarcan estas transformaciones.

Los artículos propuestos podrán integrarse en los tres ejes siguientes.

### **1. Actores y prácticas implicados en el mantenimiento de los bienes públicos**

El primer eje busca examinar la manera en que una pluralidad de actores públicos o de la sociedad civil se asocian para mantener lugares y servicios vinculados al interés general. Se trata, en particular, de interesarse por las alianzas y prácticas que buscan "garantizar la continuidad del tejido socio-material del mundo" (Denis y Pontille, 2022, p. 355) en contextos de austeridad en los que esta continuidad se ve amenazada. Más concretamente, el mantenimiento o la reactivación de equipamientos, lugares y servicios fundados en lógicas de gratuidad de tarificación solidaria se apoyan sobre prácticas de acogida y de mantenimiento de espacios que plantean la espinosa cuestión de su gestión política y de su equilibrio económico. Si bien las actrices y actores implicados en estas iniciativas aceptan compartir su responsabilidad sobre el bien que hay que mantener, pueden sin embargo asumirla y practicarla de manera diferente. Se trata aquí de identificar las trayectorias, a menudo complejas, de sus asociaciones, interesándose por la forma en que negocian el perímetro de su implicación, en particular, en términos contractuales, financieros o políticos. Se trata por otra parte de explorar las estrategias que las partes implicadas movilizan conjuntamente para organizar en el espacio y en el tiempo los proyectos que los vinculan.

Este eje también propone examinar su implicación más concreta en las prácticas relacionales que suscita la gestión del lugar o del servicio en cuestión. En este caso, podría tratarse de explorar y poner en perspectiva lo que Sandra Laugier describe como una "concepción relacional de las responsabilidades en la que no reinan necesariamente los buenos sentimientos, sino los conflictos y las desigualdades que hay que esclarecer o aguantar" (2020, p. 203).

### **2. El mantenimiento cotidiano de los bienes públicos**

Este segundo eje propone considerar lo cotidiano como una temporalidad que adquiere una dimensión eminentemente política en el marco de la austeridad. Se trata precisamente del espacio-tiempo que se supone que sostienen equitativamente los bienes públicos, con el fin de amortiguar las desigualdades socioespaciales que pueden hacerlo invivible para los más vulnerables o los más pobres. En el contexto de la austeridad, son los públicos precarios los que están, cada vez más, abocados a producir sus propias formas de ayuda mutua cotidiana frente al debilitamiento de los servicios públicos sociales (Soeiro, 2023; Collectif Rosa Bonheur, 2017). Esta vida cotidiana, puesta a prueba por la crisis medioambiental, las crisis sanitarias y la crisis de los cuidados, da cada vez más visibilidad a las prácticas y acciones de subsistencia colectiva (Pruvost, 2021). Estas últimas pueden definirse como "todo trabajo que sirve para crear, perpetuar y mantener

directamente la vida en la Tierra y que no tiene otro objetivo que sí mismo" (Bennholdt-Thomsen y Mies, 2022, p. 57-58). Interrogan la existencia de una forma de bienestar (*welfare*) alternativa que entre a la vez en conflicto y en complementariedad con la del Estado (Power *et al.*, 2022; Daquin, 2022). Mientras que en el primer eje queremos observar el cómo de esas acciones, en el segundo, se trata de observar qué hacen en y para la vida cotidiana, prestando especial atención a las temporalidades que movilizan. De hecho, si, por un lado, quienes están implicados en esas acciones intentan conjugar sus esfuerzos para mantener un bien público a largo plazo; por otro lado, a menudo, trabajan en un momento de urgencia para garantizar el acceso cotidiano a servicios y equipamientos vitales para un barrio o una comunidad de usuarios. Aunque las dos temporalidades, urgencia y largo plazo, parecen *a priori* entrar en contradicción, en realidad, en el marco de un enfoque de subsistencia (Bennholdt-Thomsen y Mies 2022, Pruvost, 2024), se articulan e interactúan activamente.

En este eje, queremos analizar la relación entre las acciones cotidianas de subsistencia, la materialidad de los bienes públicos y las políticas urbanas. Se trata de comprender las dinámicas de transformación que estos cuidados (*care*) imprimen sobre espacio y en el tiempo a través de las nuevas formas de gestión que inducen.

### **3. El trabajo y los valores de los bienes públicos**

La austeridad y sus efectos en las políticas de bienestar (*welfare*) han hecho necesario un aumento del trabajo reproductivo no remunerado, realizado principalmente por mujeres pertenecientes a minorías, para compensar la reducción de los servicios públicos y la disminución de los ingresos de los hogares (Federici, 2014; Bassel y Emejulu, 2017). La implicación voluntaria en la que se basa la preservación de los servicios y de los espacios públicos induce formas cada vez más invisibles de violencia y de usura (Cottin-Marx, 2023; Krinsky y Simonet, 2012; Simonet, 2021). Al mismo tiempo, en continuidad con los procesos de institucionalización de la democracia participativa, el potencial de la acción ciudadana ocupa cada vez más lugar no sólo en la coproducción de servicios, sino también en la asunción efectiva de la renovación del patrimonio público (Gatta y Montesano, 2024; Oevermann *et al.*, 2023). El debate sobre el potencial transformador de las prácticas de los cuidados (*care*), por un lado, y el riesgo de reforzar un enfoque de austeridad sustitutivo del servicio público, por otro, se plantea cada vez con más fuerza. Abordar esta ambigüedad en el marco de los bienes públicos ofrece la posibilidad de hacer visibles las formas de trabajo gratuito que prestan los habitantes de las ciudades, sobre todo las mujeres, en el cuidado de espacios que el pensamiento sobre la participación democrática en urbanismo ha contribuido tanto a institucionalizar como a invisibilizar. Pero este trabajo gratuito también produce valores afectivos, sociales y de apego que no pueden reducirse a una contabilidad mercantil (Graeber, 2001).

El objetivo de este eje es informar las lógicas del trabajo de mantenimiento en su relación con el espacio, cuestionar los valores que producen y su influencia en la trayectoria "biográfica" de los lugares afectados.

Esta convocatoria está abierta a contribuciones interdisciplinarias, nacionales e internacionales, que analicen principalmente casos empíricos.

### **Bibliografía**

- ADISSON Félix, ARTIOLI Francesca, 2020, « Four types of urban austerity: Public land privatisations in French and Italian cities », *Urban Studies*, vol. 57, n° 1, p. 75-92.
- BASSEL Leah, EMEJULU Akwugon, 2017, *Minority women and austerity*, Bristol, Bristol University Press.
- BENNHOLDT-THOMSEN Veronika, MIES Maria, 2022 [1997], *La subsistance. Perspective écoféministe*, St-Michel de Vax, éditions La Lenteur.
- BIASE Alessia (de), MARELLI Carolina, ZAZA Ornella (dir.), 2024, « Prendre soin de la nature urbaine », dossier thématique, *Espaces et sociétés*, n° 192.
- BURRET Antoine, 2021, « La politisation des tiers-lieux », *Multitudes*, n° 83, p. 208-214
- Collectif Rosa Bonheur, 2017, « Des "inactives" très productives, le travail de subsistance des femmes de classes populaires », *Tracés*, n° 32, p. 91-110 [URL : <http://journals.openedition.org/traces/6862>, consulté le 30/01/2025].
- COTTIN-MARX Simon, 2023, « Le burn-out militant : Réflexions pour ne pas être consumé par le feu militant », *Mouvements : des idées et des luttes*, n° 113, p. 156-164.
- DAQUIN Alice, 2022, « Coalitions de *care* en temps de crise sanitaire. Une reconquête morale et politique des quartiers populaires », *Cahiers du Genre*, n° 72, 119-142.
- DAVIS Juliet, 2022, *The caring city. Ethics of urban design*, Bristol, Bristol University Press.
- DENIS Jérôme, PONTILLE David, 2022, *Le soin des choses. Politiques de la maintenance*, Paris, La Découverte.
- DOUAY Nicolas, PRÉVOT Maryvonne, 2016, « Circulation d'un modèle urbain "alternatif"? Le cas de l'urbanisme tactique et de sa réception à Paris », *EchoGéo*, n° 36 [URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14617>, consulté le 30/01/2025].
- DOWLING Emma, 2022, *The Care Crisis: What Caused it and How can we end it?*, Londres, Verso.
- FEDERICI Silvia, 2014, *Il punto zero della rivoluzione. Lavoro domestico, riproduzione e lotta femminista*, Vérone, Ombre Corte.
- FISCHER Berenice, TRONTO Joan, 1991, « Toward a feminist theory of care », in Emil K. Abel, Margareth K. Nelson (dir.), *Circles of Care: Work and Identity in Women's Lives*, Albany, State University of New York Press.

- FITZ Angelica, KRASNY Elke, Architektur Zentrum Wien (dir.), 2019, *Critical care: architecture and urbanism for a broken planet*, Cambridge, MIT Press.
- GATTA Federica, MONTESANO Maria Grazia, 2024, « Experimenting with austerity urbanism through public asset management. The case of Grenoble and Bologna », *Métropoles*, n° 35.
- GABAUER Angelika, KNIERBEIN Sabine, COHEN Nir, LEBUHN Henrik, TROGAL Kim, VIDERMAN Tihomir, HAAS Tigran, 2022, *Care and the City: Encounters with Urban Studies*, Londres, Routledge.
- GRAEBER David, 2001, *Towards an anthropological theory of value. The false coin of our dreams*, New York, Palgrave.
- IDELON Arnaud, 2022, « Le tiers-lieu, berceau des communs ou couteau suisse des communes ? », *Nectart*, n°14, p. 96-109.
- KRINSKY John, SIMONET Maud, 2012, « Déni de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 87, p. 5-23.
- LAUGIER Sandra, 2020, « Une démocratie des liens faibles », *Le pouvoir des liens faibles*, in Alexander Gefen, Sandra Laugier (dir.), Paris, Éditions du CNRS.
- MILLIGAN Christine, WILES Janine, 2010, « Landscapes of Care », *Progress in Human Geography*, vol. 34, n° 6, p. 736-754.
- OEVERMANN Heicke, POLYAK Levente, SZEMZO Hanna, MIEG Harald (dir.), 2023, *Open Heritage. Community-driven adaptive reuse in Europe: best practices*, Basel, Birkhauser.
- PECK Jamie, 2012, « Austerity urbanism. American cities under extreme economy », *City*, vol. 16, n° 6, p. 626-655.
- PESTOFF Victor, 2017, « La co-production des services publics comme innovation sociale », in Jean-Claude Barbier (dir.), *Économie sociale et solidaire et État*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique.
- PIGANIOL Marie, 2022, « The contested commodification of state-owned land », *French Politics*, n° 20, p. 226-243.
- POWER Emma R., WIESEL Ilan, MITCHELL Emma, MEE Kathleen, 2022, « Shadow care infrastructures: Sustaining life in post-welfare cities », *Progress in Human Geography*, vol. 46, n° 5, p. 1165-1184.
- POWER Andrew, HALL Ed, 2017, « Placing care in times of austerity », *Social & Cultural Geography*, vol. 19, n° 3, p. 303-313.
- PRUVOST Geneviève, 2021, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte.  
— 2024, *La subsistance au quotidien. Conter ce qui compte*, Paris, La Découverte.
- RUSSELL Bertie, MILBURN Keir, HERON Kai, 2023, « Strategies for a new municipalism: Public–common partnerships against the new enclosures », *Urban Studies*, vol. 60, n° 11, p. 2133-2157.
- SIMONET Maud, 2021, « L'exploitation des bénévoles ? Des questions de l'enquête au questionnement des catégories », *Sociologie*, n° 12, p. 411-418 [URL : <https://shs.cairn.info/revue-sociologie-2021-4-page-411?lang=fr>, consulté le 30/01/2025].

SCHIPPER Sebastian, SCHÖNIG Barbara (dir.), 2016, *Urban austerity: Impacts of the global financial crisis on cities in Europe*, Berlin, Verlag Theater der Zeit.

SOEIRO José, 2023, « Vieillesse et crise du care au Portugal : familialismes, défamiliarisation et le nouveau statut des aidants non rémunérés », *Retraite et société*, n° 91, p. 97-121.

TONKISS Fran, 2021, « Austerity urbanism and the makeshift city », *City*, vol. 17, n° 3, p. 312-324.

WEINSTEIN Olivier, 2017, « Bien public », in Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Puf.

YOLKA, Philippe, 2017, « Propriété publique », in Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Puf.

## **COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO**

Alessia de Biase, Federica Gatta, Cécile Léonardi

### **CALENDARIO**

Los artículos deberán enviarse a más tardar **el 15 de septiembre de 2025**

### **DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA**

Exclusivamente en formato electrónico por e-mail a las tres direcciones siguientes:

[alessia.debiase@paris-lavillette.archi.fr](mailto:alessia.debiase@paris-lavillette.archi.fr)

[federica.gatta@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:federica.gatta@univ-grenoble-alpes.fr)

[cecile.leonardi@grenoble.archi.fr](mailto:cecile.leonardi@grenoble.archi.fr)

*Las y los autores que tienen sobre la pertinencia de su propuesta pueden ponerse en contacto con la coordinación del monográfico.*

### **ATENCIÓN**

*La revista no acepta propuestas de artículos, sólo artículos completos.*

Los artículos no sobrepasan los 45.000 caracteres (espacios incluidos), contando el texto, las notas, las referencias bibliográficas y los anexos, pero no los resúmenes.

Las normas de presentación y los consejos a los autores están disponibles en el sitio web de la revista:

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/202203160313es\\_normes\\_editoriales-a-consignes-auteurs\\_20220316.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/202203160313es_normes_editoriales-a-consignes-auteurs_20220316.pdf)

La revista recuerda que todo autor o autora puede enviarle, en cualquier momento, un artículo fuera del monográfico, siempre que se refiera a la relación entre espacios, territorios y poblaciones en sentido amplio y que respete las normas de publicación.

*Espaces et Sociétés Journal*  
Call for articles for the thematic dossier

**Maintaining public goods in an era of austerity**

Coordinated by Alessia de Biase, Federica Gatta and Cécile Léonardi

As the lowest links in the “devolution of austerity” (Peck, 2012), European municipalities have been particularly exposed to the effects of the crisis in national finances, especially since 2008. The steady drop in the resources allocated to them by central governments has become a structural phenomenon that has forced them to reorganise their budgets and public policies (Schipper and Schönig, 2016). Local government service budgets have continued to be cut, exacerbating the social and environmental vulnerabilities that municipalities now have to manage with limited resources. These multiple expressions of austerity primarily affect the maintenance of a whole series of public goods which, by definition, need to be “produced (or protected and maintained) by collectively funded public bodies [...] and made available to the members of a community, free of charge, or at low cost” (Weinstein, 2017, p. 90).<sup>1</sup> Reducing access to or the quality of certain public services, reviewing free provision or pricing conditions, abandoning the construction of new facilities, delaying renovation or considering the sale of under-used facilities, are among the trade-offs made by different public bodies and considered by municipalities themselves with respect to the services and facilities they manage directly. While these measures are accelerating the crisis in care (Dowling, 2022) by undermining the institutional infrastructures that provide local care, education and access to rights for the most vulnerable populations, they are also stimulating initiatives that seek to maintain these public goods by other means.

The purpose of this dossier is to focus on the spatial dimension of the continuance and evolution of public goods in a context of austerity. In particular, we encourage ethnographic and situated perspectives that consider top-down political experiments and bottom-up urban practices and their convergence in the protection, maintenance and regeneration of public goods. The goal is to give space to studies that investigate the relationship between austerity, public goods and care practices. A wide range of experiments may be explored: calls for projects issued by municipalities inviting citizens to revitalise disused or underused municipal buildings; self-managed social and health infrastructures; participatory management of cultural facilities; urban food cooperatives; community real estate companies that support local initiatives. These are just some examples of the wide variety of approaches relating to the protection, co-production and alternative production of public goods that could be encompassed in contributions to this dossier. These kinds of experiments might take place in metropolitan, suburban or rural areas, in European or non-

---

<sup>1</sup> The concept of public goods has been chosen here because it raises the question of public ownership and the role of public institutions. However, in a very broad sense of ownership, and on a local scale, it can be applied in different ways to include common goods or club goods (Yolka, 2017). This ambiguity seems to us to be fruitful, and we encourage authors to take advantage of its potential.



European countries. However, we want to move away from the current debates around transitional or tactical urbanism and third places, which are far too ambiguous in their variety and context dependence (Idelon, 2022; Burret, 2021; Douay and Prévot, 2016).

The dynamics that interest us in this dossier are at the heart of a large body of international research that has highlighted the permanent and creeping nature of urban austerity. This corpus focuses on four central topics. The first concerns the proliferation and growing diversity of the forms of privatisation and commodification of the city through urban policies intended to reduce public spending in response to budget deficits (Peck, 2012; Piganiol, 2022). The second central focus of investigation in the literature is whether local authorities can continue to practise forms of redistribution through projects of different kinds (Adisson and Artioli, 2020). In the third category, authors highlight the way in which compensation for austerity is increasingly based on a “co-production” approach to public services, relying on the capacity of civil society to produce social innovation (Pestoff, 2017; Russell et al., 2023). And fourthly, many studies explore how the “neglected” domains of austerity can be conducive to the emergence of alternatives to public action (Tonkiss, 2021). Despite all this, the literature rarely tells us about the socio-spatial adjustments that take place at the micro-local, everyday level, and about their material impacts. Yet it is at this scale, in the face of national and international dynamics that are individualising, co-opting and commercialising public goods that practices capable of “maintaining, perpetuating and repairing our ‘world’” are developed from day to day (Fischer and Tronto, 1991, p. 40).

This call for papers invites contributions that address this dimension by linking political and structural issues with the day-to-day lives of those affected. In recent years, the spatial turn taken in care studies has led to a broadening of their field of enquiry to include spaces and territories (Fitz and Krasny, 2019; Davis, 2022; Gabauer et al., 2022; Power and Hall, 2017). Christine Milligan and Janine Wiles encapsulate this shift by pointing out that caring for people, and more generally for living things, necessarily brings together actors from the institutional, domestic and voluntary sectors, and that “the nature, extent and form of these relationships are affected by ‘where they take place’” (2010, p. 738). Following on from the work in the issue of the journal on “Taking care of urban nature” (de Biase, Marelli, Zaza, 2024), we invite future contributions to take up this spatial approach to care in order to interpret the transformations of public goods in a time of austerity. The aim of the dossier is to examine how, by means of such a reading, the cases studied can be approached in their singular materiality, through the everyday life of built spaces, the (sometimes vulnerable) people who transform them and the wider urban dynamics that frame these transformations.

The articles submitted may fall into the following three categories.

### **1. Actors and practices involved in maintaining public goods**

The first thread concerns the way in which a wide range of public and/or civil society actors work together to maintain places and services that exist in the public interest. More specifically, it looks

at alliances and practices that seek “to ensure the continuity of the socio-material fabric of the world” (Denis and Pontille, 2022, p. 355) in conditions of austerity where this continuity is under threat. In very concrete terms, the preservation or reactivation of facilities, places and services that offer free or subsidised access relies on practices for handling people and maintaining spaces that raise the thorny question of political management and economic equilibrium. While the parties involved in these initiatives agree to share responsibility for the goods in question, they may nevertheless assume and exercise this responsibility in different ways. The challenge here is to identify the often complex trajectories of their partnerships by exploring how they negotiate the scope of their involvement, particularly in contractual, financial and/or political terms. A further challenge is to examine the strategies that the stakeholders adopt together in organising the projects that link them in space and over time.

Within this thread, the aim is also to examine their more concrete investment in the relational practices generated by the management of the place and/or service in question. Here, this might entail exploring and putting into perspective what Sandra Laugier describes as a “relational conception of responsibilities in which good feelings do not necessarily reign, but conflicts and inequalities need to be clarified or endured” (2020, p. 203).

## **2. Maintaining public goods on a day-to-day basis**

In this second thread, the aim is to explore everyday life as a timeframe that takes on an eminently political dimension in the context of austerity. The day-to-day is precisely the space-time within which public goods are supposed to provide equitable support with a view to cushioning the socio-spatial inequalities that can make everyday life unliveable for the most vulnerable or the poorest populations. In conditions of austerity, it is these vulnerable sections of society that are increasingly called upon to produce their own forms of everyday mutual aid in the face of declining public social services (Soeiro, 2023; Collectif Rosa Bonheur, 2017). This day-to-day existence, tested as it is by the environmental crisis, health crises and the crisis of care, increasingly casts light on the practices and actions of group survival (Pruvost, 2021), defined as “any work that serves the creation, perpetuation and direct maintenance of life on Earth and that has no objective other than itself” (Bennholdt-Thomsen and Mies, 2022, p. 57-58). These practices and actions raise the question of the existence of an alternative form of welfare that both conflicts with and complements that of the state (Power et al., 2022; Daquin, 2022). Whereas in the first thread the aim was to consider the how of these actions, here we want to observe their effects in and on everyday life, with particular attention to the timeframes in which they operate. Indeed, while on the one hand those who undertake these actions try to pool their efforts over the long term to maintain a public good, on the other hand they often work within a timeframe of emergency to ensure day-to-day access to services and facilities that are vital for a neighbourhood or a community of users. Although the two temporalities – the emergency and the long term – seem at first sight to be opposites, in reality, within the framework of a rationale of survival (Bennholdt-Thomsen and Mies 2022, Pruvost, 2024), they are intimately connected and interactive.

In this thread, we want to examine the relationship between everyday survival mechanisms, the materiality of public goods and urban policies. The aim is to understand the dynamics of transformation that these actions of care exercise on space and time through the new forms of management that they bring into being.

### **3. Work and the values of public goods**

Austerity and its effects on welfare policies have necessitated an increase in unpaid reproductive work, mainly carried out by women from minorities, to compensate for the reduction in public services and the fall in household incomes (Federici, 2014; Bassel and Emejulu, 2017). The voluntary investment on which the preservation of public services and spaces relies leads to increasingly invisible forms of violence and stress (Cottin-Marx, 2023; Krinsky and Simonet 2012; Simonet, 2021). At the same time, as part of the move to institutionalise participatory democracy, the potential of citizen action is becoming increasingly important not only to the co-production of services, but also to actual engagement in the renovation of public assets (Gatta and Montesano, 2024; Oevermann et al., 2023). The debate about the transformative potential of care practices on the one hand, and – on the other hand – about the risk of reinforcing an austerity approach to public service substitution, is becoming increasingly salient. Addressing this ambiguity in the context of public goods is a way to draw attention to the forms of unremunerated work undertaken by citydwellers, in particular women, in taking care of spaces that democratic participation in urban planning has both institutionalised and rendered invisible. But this unpaid work also brings into play emotional, social and attachment values that cannot be reduced to market and accounting principles (Graeber, 2001).

The aim of this thread is to shed light on the rationales of maintenance processes in their relation to space, to question the values they generate and their influence on the “biographical” trajectory of the places concerned.

This call for papers invites interdisciplinary, national and international contributions, primarily focusing on the analysis of empirical cases.

#### **Bibliography**

- ADISSON Félix, ARTIOLI Francesca, 2020, “Four types of urban austerity: Public land privatisations in French and Italian cities”, *Urban Studies*, vol. 57, n° 1, p. 75-92.
- BASSEL Leah, EMEJULU Akwugon, 2017, *Minority women and austerity*, Bristol, Bristol University Press.
- BENNHOLDT-THOMSEN Veronika, MIES Maria, 2022 [1997], *La subsistance. Perspective écoféministe*, St-Michel de Vax, éditions La Lenteur.
- BIASE Alessia (de), MARELLI Carolina, ZAZA Ornella (dir.), 2024, « Prendre soin de la nature urbaine », dossier thématique, *Espaces et sociétés*, n° 192.

- BURRET Antoine, 2021, « La politisation des tiers-lieux », *Multitudes*, n° 83, p. 208-214
- Collectif Rosa Bonheur, 2017, « Des “inactives” très productives, le travail de subsistance des femmes de classes populaires », *Tracés*, n° 32, p. 91-110 [URL : <http://journals.openedition.org/traces/6862>, consulté le 30/01/2025].
- COTTIN-MARX Simon, 2023, « Le burn-out militant : Réflexions pour ne pas être consommé par le feu militant », *Mouvements : des idées et des luttes*, n° 113, p. 156-164.
- DAQUIN Alice, 2022, « Coalitions de *care* en temps de crise sanitaire. Une reconquête morale et politique des quartiers populaires », *Cahiers du Genre*, n° 72, 119-142.
- DAVIS Juliet, 2022, *The caring city. Ethics of urban design*, Bristol, Bristol University Press.
- DENIS Jérôme, PONTILLE David, 2022, *Le soin des choses. Politiques de la maintenance*, Paris, La Découverte.
- DOUAY Nicolas, PRÉVOT Maryvonne, 2016, « Circulation d'un modèle urbain “alternatif” ? Le cas de l'urbanisme tactique et de sa réception à Paris », *EchoGéo*, n° 36 [URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14617>, consulté le 30/01/2025].
- DOWLING Emma, 2022, *The Care Crisis: What Caused it and How can we end it?*, Londres, Verso.
- FEDERICI Silvia, 2014, *Il punto zero della rivoluzione. Lavoro domestico, riproduzione e lotta femminista*, Vérone, Ombre Corte.
- FISCHER Berenice, TRONTO Joan, 1991, “Toward a feminist theory of care”, in Emil K. Abel, Margareth K. Nelson (dir.), *Circles of Care: Work and Identity in Women's Lives*, Albany, State University of New York Press.
- FITZ Angelica, KRASNY Elke, Architektur Zentrum Wien (dir.), 2019, *Critical care: architecture and urbanism for a broken planet*, Cambridge, MIT Press.
- GATTA Federica, MONTESANO Maria Grazia, 2024, “Experimenting with austerity urbanism through public asset management. The case of Grenoble and Bologna”, *Métropoles*, n° 35.
- GABAUER Angelika, KNIERBEIN Sabine, COHEN Nir, LEBUHN Henrik, TROGAL Kim, VIDERMAN Tihomir, HAAS Tigran, 2022, *Care and the City: Encounters with Urban Studies*, Londres, Routledge.
- GRAEBER David, 2001, *Towards an anthropological theory of value. The false coin of our dreams*, New York, Palgrave.
- IDELON Arnaud, 2022, “Le tiers-lieu, berceau des communs ou couteau suisse des communes ?”, *Nectart*, n°14, p. 96-109.
- KRINSKY John, SIMONET Maud, 2012, « Dénis de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 87, p. 5-23.
- LAUGIER Sandra, 2020, « Une démocratie des liens faibles », *Le pouvoir des liens faibles*, in Alexander Gefen, Sandra Laugier (dir), Paris, Éditions du CNRS.
- MILLIGAN Christine, WILES Janine, 2010, “Landscapes of Care”, *Progress in Human Geography*, vol. 34, n° 6, p. 736-754.

- OEVERMANN Heicke, POLYAK Levente, SZEMZO Hanna, MIEG Harald (dir.), 2023, *Open Heritage. Community-driven adaptive reuse in Europe: best practices*, Basel, Birkhauser.
- PECK Jamie, 2012, “Austerity urbanism. American cities under extreme economy”, *City*, vol. 16, n° 6, p. 626-655.
- PESTOFF Victor, 2017, « La co-production des services publics comme innovation sociale », in Jean-Claude Barbier (dir.), *Économie sociale et solidaire et État*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique.
- PIGANIOL Marie, 2022, “The contested commodification of state-owned land”, *French Politics*, n° 20, p. 226-243.
- POWER Emma R., WIESEL Ilan, MITCHELL Emma, MEE Kathleen, 2022, “Shadow care infrastructures: Sustaining life in post-welfare cities”, *Progress in Human Geography*, vol. 46, n° 5, p. 1165-1184.
- POWER Andrew, HALL Ed, 2017, “Placing care in times of austerity”, *Social & Cultural Geography*, vol. 19, n° 3, p. 303-313.
- PRUVOST Geneviève, 2021, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte.  
— 2024, *La subsistance au quotidien. Conter ce qui compte*, Paris, La Découverte.
- RUSSELL Bertie, MILBURN Keir, HERON Kai, 2023, “Strategies for a new municipalism: Public–common partnerships against the new enclosures”, *Urban Studies*, vol. 60, n° 11, p. 2133-2157.
- SIMONET Maud, 2021, « L’exploitation des bénévoles ? Des questions de l’enquête au questionnement des catégories », *Sociologie*, n° 12, p. 411-418 [URL : <https://shs.cairn.info/revue-sociologie-2021-4-page-411?lang=fr>, consulté le 30/01/2025].
- SCHIPPER Sebastian, SCHÖNIG Barbara (dir.), 2016, *Urban austerity: Impacts of the global financial crisis on cities in Europe*, Berlin, Verlag Theater der Zeit.
- SOEIRO José, 2023, « Vieillesse et crise du care au Portugal : familialismes, défamiliarisation et le nouveau statut des aidants non rémunérés », *Retraite et société*, n° 91, p. 97-121.
- TONKISS Fran, 2021, “Austerity urbanism and the makeshift city”, *City*, vol. 17, n° 3, p. 312-324.
- WEINSTEIN Olivier, 2017, “Bien public”, in Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Puf.
- YOLKA, Philippe, 2017, « Propriété publique », in Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Puf.

## FEATURE COORDINATORS

Alessia de Biase, Federica Gatta, Cécile Léonardi

## TIMETABLE

Articles to be submitted no later than **15 September 2025**

## CORRESPONDENCE ADDRESS

*Exclusively by email to:*

[alessia.debiase@paris-lavillette.archi.fr](mailto:alessia.debiase@paris-lavillette.archi.fr)

[federica.gatta@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:federica.gatta@univ-grenoble-alpes.fr)

[cecile.leonardi@grenoble.archi.fr](mailto:cecile.leonardi@grenoble.archi.fr)

*Authors who are not certain whether their article is suitable can contact the feature coordinators.*

*The Journal does not accept article proposals, only completed articles.*

Articles should not exceed 45,000 characters (including spaces), encompassing: text, notes, bibliographical references, appendices, but excluding abstracts and keywords.

The presentation requirements and advice for authors are available on the journal website:

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/202203160313es\\_normes\\_editoriales-a-consignes-auteurs\\_20220316.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/202203160313es_normes_editoriales-a-consignes-auteurs_20220316.pdf)

The journal would like to remind potential contributors that they can at any time submit an article outside the topic of this special feature, if it is about the relationship between spaces, territories and populations in the widest sense, and provided that it meets the publication requirements.